



Communiqué de presse des VERT-E-S Fribourg  
02.10.2024

## **Budget de l'État 2025 : Un assainissement sur le dos des citoyennes et citoyens**

**C'est avec une certaine indignation que les VERT-E-S Fribourg ont pris connaissance du budget de l'État 2025 : au lieu de travailler davantage sur les recettes, le canton préfère sabrer dans les prestations offertes à la population fribourgeoise.**

Plutôt que de rétablir le coefficient d'impôt à 100, une revendication de longue date des VERT-E-S, le Conseil d'État a décidé de prélever lourdement dans les fonds et provisions existantes. Selon François Ingold, député Vert et membre de la commission des finances et de gestion du Grand Conseil, « le Conseil d'État préfère ménager les gros contribuables que garantir la protection de l'environnement, les prestations sociales ou réaliser les mandats octroyés par le parlement, comme par exemple, l'engagement de travailleuses et travailleurs sociaux en milieu scolaire ! » Pour rappel, les budgets des dernières années prévoyaient déjà un besoin en financement supplémentaire. Un rétablissement du coefficient d'impôt à 100 aurait apporté un certain confort comptable de près de 40 millions par année depuis 2020, sans péjorer objectivement le pouvoir d'achat des Fribourgeoises et Fribourgeois.

En outre, le report récurrent des charges des communes vers l'État, conséquence de décisions du Grand Conseil, a des effets désastreux sur la situation financière du canton. Le Grand Conseil, à majorité bourgeoise, défend systématiquement les intérêts des communes et porte ainsi, du moins en partie, la responsabilité de l'état des finances cantonales. « Il est grand temps que les communes assument leur responsabilité financière à long terme face à leurs citoyennes et citoyens au lieu de chercher leur avantage à court terme en chargeant le bateau cantonal », s'indigne encore François Ingold.

Après avoir louvoyé durant des mois, le Conseil d'État ose enfin parler ouvertement d'un « programme d'assainissement ». Mais à l'augmentation des recettes, notamment fiscales, le Conseil d'État, lui aussi à majorité de droite, privilégie sans grande ambition politique les coupes dans les prestations et la diminution de sa fortune. Une des premières mesures consistera en la non-indexation des salaires du personnel de l'État, qui verra donc son pouvoir d'achat réduit d'autant.

### **Contacts**

François Ingold, député, chef de groupe  
079 706 42 26

Bettina Beer, présidente  
079 607 81 40